



Conseil économique et social

Distr. générale
20 novembre 2020

Original : français

Comité chargé des organisations non gouvernementales

Reprise de la session de 2021

30 août-3 septembre, 7-10 septembre
et 17 septembre 2021

Rapports quadriennaux pour la période 2016-2019 présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général, en application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil*

Note du Secrétaire général

Additif

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Mouvement des Jeunes pour le Réveil et le Développement	3
2. Mouvement International d'Apostolate des Milieux Sociaux Indépendants	4
3. Ngoma Club	6
4. Organisation camerounaise pour la protection de l'arbre	7
5. Organisation Mondiale des Experts-Conseils Arbitres	8
6. Promotion du Développement Économique et Social - PDES	10
7. Regroupement des Jeunes Africains pour la Démocratie et le Développement - Section Togo	12
8. Réseau Unité pour le Développement de Mauritanie	14
9. Solidarité Agissante pour le Développement Familial (SADF)	15
10. Stiftung Brot fuer Alle	18

* Les rapports présentés par les organisations non gouvernementales ne sont pas revus par les services d'édition.



11. Tour Opération et Initiatives	20
12. Tourner La Page	22
13. Universalis Matter	24
14. Vie Montante International (VMI)	25
15. Vision GRAM-International	26

1. Mouvement des Jeunes pour le Réveil et le Développement

Statut consultatif spécial : 2016

Introduction

Le Mouvement des Jeunes pour le Réveil et le Développement (MJRD) est une organisation de jeune ouvrant au Bénin pour le bien-être de l'Homme, de la faune et de la protection de la flore sur la base de la cohabitation dans un environnement vivable et durable couronné par la paix. Le MJRD dispose de représentants en France, aux États-Unis d'Amérique, au Niger, au Nigéria au Togo, en Côte d'Ivoire et en Djibouti.

Objectifs

Le but du MJRD consiste à mettre tous les jeunes au même diapason d'information partout où ils se trouvent par le biais des activités sportives surtout pour le développement. Ainsi, le MJRD vise à œuvrer à la prise de conscience patriotique et à l'épanouissement de la jeunesse à travers principalement le développement de l'entrepreneuriat, par des séances de formations, d'informations et de sensibilisations.

La finalité du MJRD est le bien-être de l'Homme, de la faune et de la protection de la flore sur la base de la cohabitation dans un environnement vivable et durable couronné par la paix.

Depuis décembre 2014, le MJRD est membre du Conseil Économique, Social et Culturel de l'Union Africaine (ECOSOCC-AU). De cette position le MJRD participe aux travaux haut niveau et défend les intérêts liés à notre finalité à travers des recommandations.

Changements à signaler

Le 13 février 2017, Le MJRD a obtenu le statut d'observateur de la Convention Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) en sa vingt-deuxième session.

Contribution à des activités des Nations Unies

- La participation du MJRD aux séminaires et ateliers de haut niveau du Conseil Économique, Social et Culturel de l'Union Africaine (ECOSOCC-AU) pour amendements, suggestions et recommandations sur les sujets tenants objets de travail.
- Élaboration d'article sur la sollicitation du Réseau Social des Nations Unies pour le développement (UNSDN) et la participation du MJRD aux conférences de la Convention Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC).
- Les activités soutenant l'existence physique et fonctionnelle du MJRD dont nous avons :
 - La promotion des droits de l'homme et des peuples.
 - L'accès à une éducation de base gratuite aux enfants.
 - La coordination de la section nationale – Benin du Conseil Économique, Social et Culturel de l'Union Africaine (ECOSOCC-AU).
 - La participation des athlètes aux compétitions sportives statutaires.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

- Sur demande du Réseau Social des Nations Unies pour le développement (UNSDN), le 27 août 2016 le MJRD a soumis à UNSDN un article écrit dont le titre est : « La coopérative, une union à la satisfaction des besoins des membres sur une base démocratique »
- La participation du MJRD à titre d'observateur à la Conférence sur les changements climatiques des Nations Unies, COP 22/CMP 12 du 7 au 18 Novembre 2016, Marrakech, Maroc.
- La participation du MJRD à titre d'observateur à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques qui a eu lieu à Madrid en Espagne du 2 Décembre 2019 au 13 Décembre 2019.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Le MJRD est en partenariat avec :

- Le Pacte Mondiale (en Anglais Global Compact des Nations Unies)
- L'Observatoire International de la Démocratie Participative (OIDP)
- Obtention en 2017 deux cents (200) Kits des ODD (Objectifs de Développement Durable) du Représentant Résident du PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) au Bénin pour la spécialisation de la Section Nationale ECOSOCC – AU sur les ODD (Objectifs de Développement Durable)

Initiatives prises par l'organisation pour soutenir les objectifs du millénaire pour le développement/objectifs de développement durable

Les activités du MJRD couvrent les Objectifs de Développement Durable (ODD) : 12, 13, 14, 15 et 17.

En tenant compte de nos activités sur les ODD 12, 13 14 et 15 le MJRD agit sur le cadre de vie environnement, les changements climatiques, vie aquatique et vie terrestre ressources naturelles par l'éducation environnementale et protection de l'environnement ainsi que des espèces qui y vivent. Dans ce cadre trois milles jeunes bénéficient de cette formation au Bénin et dans les pays dont nous disposons des représentants (France, États-Unis d'Amérique, Niger, Nigéria, Togo, Côte d'Ivoire et Djibouti) par an.

Sur l'ODD 17, chaque année six cent élèves du Complexe Scolaire Privé Ste Agnès Sourou Tchayeet du Collège d'Enseignement General 1(CEG1) de Dassa-Zoumé au Bénin bénéficient d'une attention particulière de la lecture de la charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples.

2. Mouvement International d'Apostolate des Milieux Sociaux Indépendants

Statut consultatif spécial : 1996

Introduction

Le Mouvement International d'Apostolat des Milieux Sociaux Indépendants (MIAMSI) a été fondé en 1963. MIAMSI est présent sur quatre continents (Afrique, Amérique du Nord et Sud, Asie et Moyen-Orient, Europe), MIAMSI est organisé en secrétariats régionaux et regroupe 20 000 personnes dans 30 pays.

Objectifs

Les objectifs généraux : La construction d'un monde plus humain et plus fraternel, en particulier dans la promotion et la défense des droits de l'homme. Les objectifs spécifiques : assurer les contacts avec les instances internationales, en ouvrant pour la promotion de la paix, de la solidarité et de la justice ; la dignité de tout homme et de tous les hommes ; l'intégrité de la création ; une collaboration internationale toujours plus efficace. Participer à la construction de valeurs partagées. Promouvoir le dialogue œcuménique et inter-religieux en vue de travailler avec tous pour la dignité de tout homme et le respect de l'environnement.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

En association avec un groupe de ONG membres du CCIG (Centre Catholique International de Genève), MIAMSI a été actif pour le renforcement de l'examen périodique universel (EPU) par une plus efficace implémentation et suivie des recommandations par le renforcement ou l'établissement d'un Mécanisme National de Rapport et Suivi. À ce propos, il a co-sponsorisé des déclarations conjointes pendant le Débat Général sur l'examen périodique universel (EPU) dans les sessions 32, 35, 37, 39, 41 du Comité des droits de l'homme. Au niveau national, MIAMSI recommande et soutient la participation des mouvements membres aux mécanismes nationaux de rapport et de suivi de la mise en œuvre des recommandations de l'examen périodique universel (EPU). MIAMSI est impliqué, avec d'autres CINGO du Forum des ONG catholiques de Genève, dans l'opérationnalisation du Droit au Développement et pour la formulation d'un instrument juridiquement contraignant pour sa mise en œuvre.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Pendant la période couverte par le présent rapport, MIAMSI a participé aux Sessions générales du Conseil des droits de l'homme et aux sessions pour l'examen périodique universel (EPU). En particulier, il a présenté des déclarations orales, ensemble à d'autres ONG du Forum de Genève, dans le Débat Général ou aux Dialogues Interactifs avec l'Expert Independent ou le Rapporteur Spécial, dans les suivantes Sessions générales du Conseil des droits de l'homme : 31, 32, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42. Il a participé aussi au travail du Groupe de travail à composition non limitée sur le droit au développement, où MIAMSI a présenté une déclaration orale à la 18^e session, et aux sessions de l'examen périodique universel (EPU), en particulier aux sessions 27^e, 29^e et 30^e.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Pas d'information fournie.

Initiatives prises par l'organisation pour soutenir les objectifs du millénaire pour le développement / objectifs de développement durable

Les activités des mouvements nationaux regroupés dans MIAMSI soutiennent plusieurs objectifs de développement durable, du programme de développement durable à l'horizon 2030. En particulier, les activités du MIAMSI ont pour objective : a) éradiquer la pauvreté et la grande pauvreté, en accord avec les indicateurs cible de 1.1 à 1.5 de l'Objectif 1 ; b) assurer une éducation de qualité, de façon cohérente aux indicateurs de 4.1 à 4.7 ; c) assurer l'égalité entre les sexes, en particulier pour ce qui

est reporté comme indicateurs cible de 5.1 à 5.3 ; d) le droit à un travail décent et au développement économique durable ; e) réduire les inégalités parmi les pays et opérer pour l'accueil et le respect de la dignité des migrants, en cohérence avec l'indicateur cible 10.7 ; f) la lutte contre le changement climatique et la mitigation des effets, comme reporté dans les indicateurs cible 13.3 et 13.b ; g) le travail pour la paix, justice et institutions efficaces ; h) et finalement, ils participent à l'effort pour l'établissement d'un partenariat efficace pour la réalisation des objectifs, avec un accent sur les indicateurs cible 17.1, 17.3, 17.9, 17.16, 17.17.

3. Ngoma Club

Statut consultatif spécial : 2012

Introduction

Ngoma Club est une association sans but lucratif « A.B.S. L » de droit congolais, créé en avril 2007 au sein de l'Université de Kinshasa avant d'étendre son champ d'activités sur l'ensemble de la ville de Kinshasa, en République démocratique du Congo. Ngoma Club est une association sans but lucratif à caractère culturel éducatif et scientifique. Il est apolitique, laïque et sans distinction de race, ni de sexe.

Objectifs

Ngoma Club poursuit comme objectifs : – Favoriser un cadre d'auto-formation complémentaire des membres ; – Développer les qualités intérieures et intellectuelles des membres afin de créer en eux un esprit d'unité ; – Susciter dans chacun des membres le sens de la liberté personnelle ; – Consolider des valeurs africaines pour l'émergence d'une identité culturelle authentique.

Changements à signaler

Nous avons procédé à l'installation des comités provinciaux des jeunes dans 15 provinces afin de sensibiliser et de former plus des jeunes à la prise de conscience de leur rôle majeur et aux objectifs de l'ONU pour la paix durable dans le monde. ce qui a permis à l'organisation de voir son effectif revu à la hausse avoisinant quelques 230 membres.

Contribution à des activités des Nations Unies

de 2016 à 2019, nos représentants ont participé à plusieurs activités annuelles de l'ONU à savoir :

- Session de la Commission du développement social ; session du Forum Permanent des Nations Unies pour les Questions Autochtones ; Conférence Mondiale sur la Réduction des Risques de Catastrophe ; Le Forum politique de haut niveau sur le développement durable ; UN Femmes ; Forum sur la Gouvernance de l'Internet. Nous avons au cours de l'année 2018 désigné nos représentants permanents à New York qui ont effectué le déplacement et obtenu leur passe au sol annuel.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Nos représentants ont pris part en 2018 et 2019 aux Assemblées Générales de l'ONU ; en 2019 ; notre représentant a participé à l'atelier organisé par Le Comité des experts de l'administration publique des Nations Unies (CEPA) et l'Union Africaine en Afrique du Sud sur les objectifs de développement durable après avoir

assisté aux assistes du Le Comité des experts de l'administration publique des Nations Unies (CEPA) 2019 à New York.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

en 2018 : nous avons participé aux activités organisées par la Section Affaires Civiles de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) sur les enjeux électoraux en République démocratique du Congo et la protection de population civile ; nous avons aussi sensibilisé à la même occasion la jeunesse pour éviter les conflits et l'instrumentalisation politicienne.

en 2017 : nous avons participé au lancement par la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) de la construction des deux forages d'eau potable pour la prison centrale de Tshikapa afin de mobiliser nos membres à accompagner la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) dans la sensibilisation des bénéficiaires.

Initiatives prises par l'organisation pour soutenir les objectifs du millénaire pour le développement/objectifs de développement durable

Nous avons intervenu comme société civile dans les travaux d'élaboration et finalisation du Plan National Stratégique de Développement de la République démocratique du Congo au Ministère du Plan ainsi qu'à la rédaction des indicateurs sociaux de mesure d'atteinte des objectifs de développement durable en collaboration avec l'observatoire congolais du développement durable (OCDD). en 2019 : nous avons organisé une conférence-débat avec les étudiants de l'Université de Kinshasa sur la nécessité de la gratuité de l'enseignement de base en République démocratique du Congo, socle du développement durable.

4. Organisation camerounaise pour la protection de l'arbre

Statut consultatif spécial : 2012

Introduction

L'Organisation Camerounaise pour la Protection de l'Arbre, plaide contre la déforestation en s'assurant que les normes et les engagements sont respectés et mis en application dans le secteur d'exploitation forestière au Cameroun.

Objectifs

- Lutte contre la déforestation ;
- Assistance Technique sur la gestion des forêts communautaires ;
- Recherche des essences forestières en voie de disparition dans les forêts camerounaises ;
- Reboisement des concessions forestières déjà exploitées – Création des forêts Scientifiques ;
- Formation en arboriculture aux riverains – Collecte et sélection des essences forestières ;
- Sensibilisation au maintien de l'écosystème forestier.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Notre participation à la journée mondiale de l'environnement le 05 Juin 2019.
Nous avons formé des femmes dans le cadre de l'ONU femmes en 2018.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Les conditions d'obtention de visa étant difficile au Cameroun c'est la raison pour laquelle nos membres n'ont jamais assisté aux travaux dans le cadre de l'ONU depuis notre accréditation auprès du Conseil économique et social (ECOSOC) en 2012.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Concernant la coopération avec les différentes organes de l'ONU dans le monde entier, Notre Organisation Camerounaise pour la Protection de l'Arbre entretient des liens avec le Programme des nations unies pour le développement au Cameroun sous la référence n° 22/15/ORG/30/6 En outre de cette coopération au Cameroun, nous collaborons avec le Secrétariat sur le changement climatique en Allemagne toujours dans le cadre coopératif avec les organes de l'ONU nous formons des bonnes relations de coopération avec l'Office des nations unies à Genève. L'ensemble de ces liens de coopération avec les organes de l'ONU permet à l'Organisation Camerounaise pour la Protection de l'Arbre d'avoir un vison du développement à la gestion mondiale des forêts.

Initiatives prises par l'organisation pour soutenir les objectifs du millénaire pour le développement/objectifs de développement durable

Selon nos initiatives pour atteindre nos objectifs du millénaire, l'Organisation Camerounaise pour la Protection de l'Arbre a programmé d'amener les autorités administratives et les hommes politiques d'appliquer la loi forestière et d'améliorer les conditions de vie des population lambda. Nous demandons aux exploitants forestiers de respecter les normes et les engagements prises pour l'exploitation forestière légale nous formons les communautés villageoises de manière à être autonome à la gestion de leurs forêts communautaires. Notre ONG voudrait amener le peuple camerounais à la prise de connaissances concernant la loi forestière et les règlements d'une exploitation forestière rationnelle et profitable à tous. Nous voulons suggérer aux bailleurs de fond de financer les organisations locales non gouvernementales des pays pauvres n'ayant pas les moyens financiers.

5. Organisation Mondiale des Experts-Conseils Arbitres

Statut consultatif spécial : 1996

Introduction

L'Organisation mondiale des consultants (OMECA) est née de la volonté de généreux hommes et femmes qui connaissaient l'importance du rôle des experts, des avocats et des magistrats de tous horizons dans l'évolution de la société mondiale, et en particulier les pays les moins avancés qui sont des États membres des Nations Unies.

Objectifs

Depuis sa création, OMECA a créé des bureaux à travers le monde, réunissant des hommes et des femmes hautement qualifiés dans leurs domaines de spécialisation en Allemagne, en Angleterre, en Italie, en Suisse, en Espagne, au Portugal, en Algérie, en Tunisie, au Maroc, en Afrique, en Jordanie, au Liban, Les États du Golfe et les États-Unis, entre autres.

Changements à signaler

Adhésion d'OMECA à la Déclaration universelle des droits de l'humanité (DUDH), le 13 février 2018.

Contribution à des activités des Nations Unies

1- Projet de Barge pour loger les sans domiciles

2- Primé par le Forum pour la ville en 2017. Soutien de la cause « Vaincre le cancer ». OMECA a apporté son soutien à cette cause, notamment dans le cadre de la prise de participation à l'organisation d'une soirée caritative le 8 septembre 2019, à l'hôtel national des Invalides, dans le cadre du festival « Opéra en Plein Air ».

3- Dossier documentaire sur la corruption dans le monde arabo-musulman en France

Ce dossier, en reprenant les informations publiées par l'organisation Transparency International, ayant pour but la lutte contre la corruption, établi dans un premier temps les niveaux de corruption par pays à travers le monde. Ce dossier se concentre notamment sur la forte corruption au Liban, et plus généralement au Moyen-Orient, en reprenant et incorporant divers articles de presse.

4- Dossier sur la lutte contre le blanchiment d'argent

Ce dossier, en trois parties, établi par OMECA traite de la réglementation Européenne mise en place concernant la lutte contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et ses implications dans le travail des avocats. Aux termes de ce dossier, il ressort que la lutte contre le blanchiment de fonds visant à financer le terrorisme est devenue une préoccupation majeure de l'Union Européenne. Cela se traduit par la promulgation de nombreux textes législatifs européens et de décisions de la Cour Européenne des droits de l'homme portant sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le terrorisme.

5- Conférence à Charm-El-Cheikh, Égypte, Janvier 2018, sur les droits de la femme dans le monde musulman.

6- Intervention à Beyrouth, 10 au 13 avril 2018

Intervention sur le statut de la femme musulmane et sur la défense des femmes de double nationalité au Liban, avec la participation et le discours de la présidente de la première chambre de la Cour de Cassation.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Collaboration avec l'ONU depuis 2018 sur la création d'une juridiction internationale pour certaines infractions qui ne sont pas susceptibles d'être poursuivies dans les pays où l'infraction a été commise.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

1- Réunion quadriennale de l'OMECA du 16 mars 2018. Réunion en présence de 74 ambassadeurs et de 350 invités au cours de laquelle les activités de l'OMECA

ont été présentées à la presse internationale et où le cadre d'or de l'OMECA a été remis. Cet événement a été subventionné par le Royaume d'Arabie Saoudite.

2- Organisation d'un débat en partenariat avec la DDHU le 9 octobre 2019 « Droits Humains : sociaux et sociétaux ».

3- OMECA a participé au débat organisé en partenariat avec la Déclaration Universelle des Droits de l'Humanité (DDHU).

4- Partenariat de l'Organisation Internationale Green Cross

Initiatives prises par l'organisation pour soutenir les objectifs du millénaire pour le développement/objectifs de développement durable

Signature par la ville de Port Gentil, au Gabon, de la Déclaration universelle des droits de l'humanité. La ville de Port Gentil est la première ville africaine à signer la Déclaration Universelle des Droits de l'Humanité, en présence de la Présidente de l'Association des Amis de la Déclaration Universelle des Droits de l'Humanité. L'OMECA, qui soutient la DDHU depuis le 13 février 2018 était largement représentée lors cette signature et participe activement à la promotion de la DDHU dans le monde.

6. Promotion du Développement Économique et Social – PDES

Statut consultatif spécial : 2016

Introduction

L'organisation « Promotion du Développement Économique et Social – PDES » œuvre pour la promotion du développement économique et social des pays les moins avancés, des pays en voie de développement et des pays émergents depuis 2013. Ces 4 dernières années elle a concentré son travail sur les transformations structurelles et le développement sectoriel en Afrique du Nord et principalement au Maroc. Elle a élaboré des études sur l'émergence industrielle pour la mise en œuvre des plans de développement régionaux par l'intégration des Objectifs du Développement Durable des Nations Unies (ODD).

Objectifs

- Son but est de promouvoir le développement économique et social par le lancement d'initiatives pour la mise en place des plans d'action pour le développement durable. L'objectif est de permettre la coordination des partenariats publics-privés (PPP) pour faciliter leur implémentation dans les pays en développement et de servir d'interlocuteur entre l'administration des gouvernements et le secteur privé.
- Son but est de lancer une initiative pour mettre en place un plan d'action international pour le développement de l'Afrique (À l'exemple du Plan Marshall).

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Ces 4 dernières années l'organisation a contribué aux activités de l'ONU en intégrant dans ces projets le programme des « Objectifs de Développement Durable » et plus précisément les ODD numéro 1, 4, 8, 9, 10 et 17.

En 2018 et 2019 elle a travaillé au Maroc sur l'aide au Décollage de 4 Chaînes de Valeurs à Fort Potentiel de Transformation et à Faible Complexité de Formation

- 1- Transformation de produits agro-alimentaires
- 2- Fabrication de meubles
- 3- Produits du terroir et bien être
- 4- Tourisme rural « atlas et vallées »

Sur le terrain elle a participé activement en 2016 et 2017 avec des coopératives agricoles la promotion de l'articulation « culture hors sol » Une expérience sur un Hectare initié par notre ONG a été réalisé avec la coopérative agricole « Sidi-Ziane » dans le village Oulad Rafee.

L'ONG a aidé l'association des oiseaux migrateurs par son appui à trouver des subvention pour acheter des jumelles et une barque à l'association.

Elle a aidé aussi Le village enclavé « Barga » par des négociations et la promotion du village pour la construction d'une route.

L'ONG a aidé et soutenu la coopérative de la pêche artisanale « Merja Zarka » pour l'aide au dragage dans le village de Moulay bouslam.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Les représentants ont assisté aux :

- 8^e Forum annuel des Nations Unies sur les entreprises et les droits de l'homme, sous l'égide du bureau du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (OHCHR) aux Nations Unies Genève, Suisse, 25 au 27 mars 2019.
- 42^e session du Conseil des droits de l'homme, sous l'égide du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (OHCHR) aux Nations Unies Genève, Suisse, 9 au 27 Septembre 2019
- 41^e session du Conseil des droits de l'homme, sous l'égide du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (OHCHR) aux Nations Unies Genève, Suisse, 24 juin 2019 au 12 juillet 2019
- Le forum mondial de l'investissement 2018 sous l'égide de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED)
- 40^e session du Conseil des droits de l'homme, sous l'égide du (OHCHR) aux Nations Unies Genève, Suisse, 25 février au 22 mars 2019
- 35^e session du Conseil des droits de l'homme, sous l'égide du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (OHCHR) aux Nations Unies Genève, Suisse, 6 au 23 juin 2017
- 34^e session du Conseil des droits de l'homme, sous l'égide du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (OHCHR) aux Nations Unies Genève, Suisse, 27 février au 24 mars 2017
- 33^e session du Conseil des droits de l'homme, sous l'égide du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (OHCHR) aux Nations Unies Genève, Suisse, 13 au 30 septembre 2016

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Durant ses activités l'organisation a collaboré avec les organes de l'ONU suivants :

- Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) pour l'organisation d'un événement parallèle sur Le Développement Industriel en Afrique.
- L'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) sur l'émergence industriel en Afrique.
- Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) pour l'organisation d'une conférence au Maroc.
- Union internationale des télécommunications (UIT) pour l'élaboration de nouvelles contribution financière pour le développement.

Initiatives prises par l'organisation pour soutenir les objectifs du millénaire pour le développement/objectifs de développement durable

Les initiatives de l'organisation : - L'élaboration d'un plan d'action pour le redressement de l'Afrique du Nord, avec des chiffres macroéconomique et elle travaille pour la mise en place d'un pacte de coopération internationale dans ce sens.

- Le développement d'un nouveau concept de contribution hors des budget des états pour financer le développement dans la lignée de l'ONU.

7. Regroupement des Jeunes Africains pour la Démocratie et le Développement – Section Togo

Statut consultatif spécial : 2016

Introduction

Le Regroupement des Jeunes Africains pour la Démocratie et le Développement section – Togo (REJADD-Togo) est une ONG de promotion et de protection des Droits de l'Homme et d'actions humanitaires au Togo. Il coordonne les actions citoyennes de lutte contre les violations des droits de l'homme au Togo.

Objectifs

Le REJADD- Togo a pour but de contribuer au développement durable, intégral et harmonieux de l'Afrique en général et du Togo en particulier.

- Défendre, protéger et promouvoir les droits de l'Homme au Togo et en Afrique ;
- Combattre la peine de mort et la vindicte populaire sur toutes leurs formes ;
- Défendre et protéger les droits des handicapés ;
- Combattre les différentes formes d'injustice socioéconomiques au Togo et en Afrique ;
- Promouvoir l'entreprenariat des jeunes ;
- Porter une assistance psycho-sociale et voire financière aux déshérités, aux orphelins et aux jeunes victimes des abus de droits humains au Togo ;
- Promouvoir et renforcer les traditions culturelles togolaises en particulier et africaines en général ;

- Promouvoir et favoriser le tourisme, les voyages d'études et les camps chantiers entre les jeunes au Togo et en Afrique ;
- Œuvrer pour la sauvegarde et la protection de l'environnement.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'accréditation auprès de l'ECOSOC a permis à notre ONG de : – Participer à différents événements de l'ECOSOC et de ses commissions techniques et autres organes subsidiaires. – Soumettre des déclarations écrites avant les sessions. – Élargir notre carnet d'adresse à travers des rencontres avec les délégations officielles et autres représentants d'ONG à Genève et à New York. – Participer aux débats, dialogues interactifs, tables rondes et réunions informelles. – Organiser des activités à L'Office des Nations Unies à Genève (ONUG) – Élargir notre partenariat. – Avoir un accès facile aux sièges de l'ONU à Genève et à New York. – Aadhérer à des alliances mondiales.

De plus,

- Lors de l'examen périodique sur le Togo en 2016, le REJADD-TOGO a soumis aux diplomates un rapport alternatif sur la situation des droits de l'homme au Togo.
- Le REJADD-TOGO a contribué à la pacification des manifestations politiques au Togo. Malheureusement, il a publié un rapport sur la répression des manifestations au Togo du 19 août 2017 au 31 janvier 2018, qui a été rejeté par le gouvernement togolais entraînant la condamnation de son président à 12 mois de prison ferme pour diffusion de fausses nouvelles.
- Contribution à l'élaboration d'un document de plaidoyer pour le soutien de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) au financement de son appel à l'initiative en faveur des organisations de la société civile francophones engagées dans la réalisation des objectifs de développement durable.
- Lutte contre la peine de mort à travers notre adhésion à la coalition mondiale contre la peine de mort.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Du 5 au 7 octobre 2016, quatre représentants du REJADD-TOGO ont pris part à la pré-session de l'Examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies sur le Togo, organisée par UPR-Info au Centre International de Conférence de Genève.

- Le 31 novembre 2016, deux représentants ont pris part au passage du Togo devant le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies pour la présentation de son rapport périodique.
- Participation à toutes les réunions du Directeur Général de l'Office des Nations Unies à Genève (ONUG).
- 21 septembre 2017, nous avons ont pris part à la réunion informelle avec le sous-secrétaire général aux droits de l'homme.
- Du 1^{er} au 10 février 2017 un représentant du REJADD-TOGO a participé à la cinquante cinquième session de la Commission du développement social (CSocD55) à New-York.

- Du 25 au 27 novembre 2019, le président du REJADD-TOGO a pris part au 8^e Forum des Nations Unies sur les entreprises et les droits de l’homme à Genève.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Le REJADD-TOGO coopère avec :

- le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)-TOGO ;
- Commission de la condition de la femme (CSW) ;
- Groupe de travail sur la détention arbitraire (WGAD), – Groupe de travail/comité sur les disparitions forcées ou involontaires (WGEID) ;
- Groupe de travail sur les entreprises et les droits de l’homme, – Comité contre la torture.

Initiatives prises par l’organisation pour soutenir les objectifs du millénaire pour le développement/objectifs de développement durable

Grâce à l’Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), notre président a pris part à une formation en plaidoyer et communication d’influence à Paris. L’idée est de produire un document de plaidoyer au nom de l’Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) pour le financement de son appel à l’initiative en faveur des organisations de la société civile francophones engagées dans la réalisation des objectifs de développement durable. - Élaboration d’un programme d’alphabétisation et de formation en entrepreneuriat des jeunes.

8. Réseau Unité pour le Développement de Mauritanie

Statut consultatif spécial : 2016

Introduction

Le Réseau Unité pour le Développement de Mauritanie est une organisation de promotion et de protection des droits de l’homme avec un accent particulier sur le social, a politique et à but non lucratif.

Objectifs

Le Réseau Unité pour le Développement de Mauritanie a pour principal la mise sur pied d’un cadre d’échanges, de réflexion et de coordination des activités des associations et ONG qui lui sont affiliées.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

En 2016, le Réseau Unité pour le Développement de Mauritanie a participé activement aux travaux de la 22^e Conférence des parties de la convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques à Marrakech au Maroc.

En 2017, le Réseau Unité pour le Développement de Mauritanie a participé activement à la 33^e session du Conseil des droits de l’homme à Genève au Palais des Nations par une déclaration orale au point 3 du dialogue inter actif avec le rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits des personnes handicapées et l’expert

indépendant sur l'exercice des droits de l'homme par les personnes atteintes d'albinismes.

En 2018, le Réseau Unité pour le Développement de Mauritanie a participé aux travaux de la 95^e session du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale par une déclaration orale devant les membres dudit comité relative aux recommandations formulées à l'État partis.

En 2019, le Réseau Unité pour le Développement de Mauritanie a participé activement aux travaux de la 42^e session du Conseil des droits de l'homme au Palais des Nations à travers sa présence dans des événements parallèles organisés par des organisations de défense des droits de l'homme partenaire au dit réseau.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Depuis que le Conseil économique et social des Nations Unies a octroyé à notre Réseau Unité pour le développement de Mauritanie ce statut consultatif spéciale, les membres dudit réseau ont insistés à leur participations significatif aux différentes réunions et manifestations organisés par les Nations Unies et surtout au Conseil des droits de l'homme à Genève au Palais des Nations et au Palais Wilson.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Depuis 2016 le Réseau Unité pour le Développement de Mauritanie est présent dans les activités de promotion et de protection des droits de l'homme organisé par le système des Nations Unies et plus particulièrement le bureau du Haut-commissariat des droits de l'homme en Mauritanie sur la formation introductive à la surveillance des droits de l'homme et l'appui technique pour l'élaboration des rapports alternatifs adressées aux organes en charge des droits de l'homme.

Initiatives prises par l'organisation pour soutenir les objectifs du millénaire pour le développement/objectifs de développement durable

EN 2018 grâce à un partenariat avec ATED, le Réseau Unité pour le Développement de Mauritanie a pu mettre en exergue un projet très ambitieux de sensibilisation et de formation sur le renforcement des capacités de gouvernance internes et l'administration de la société civile financé par l'Union Européenne qui ont bénéficié plus de 120 membres des différentes organisations de la société civile avec une attention particulière accordée à la participation des femmes, des associations des jeunes et de personnes handicapées aux activités proposées. Au moins un tiers des responsables de l'association ont été formés.

9. Solidarité Agissante pour le Développement Familial (SADF)

Statut consultatif spécial : 2012

Introduction

La Solidarité Agissante pour le Développement Familial (SADF) assure la santé communautaire pour tous en plaidant auprès des institutions nationales et internationales pour une incitation au développement de projets d'intérêts pour la santé des femmes et des hommes, sur le développement socioéconomique, culturel et touristique des zones urbaines et rurales, notamment pour lutter contre la violence sous tous ces aspects, y compris la lutte contre la prolifération illicite des armes et la xénophobie.

Objectifs

Développer un partenariat mondial d'actions spécifiques pour le développement du système de santé, à savoir ; MST, MNT, des vulnérabilités des femmes et des filles en matière de la santé sexuelle, de la reproduction et droit, entre autres, des actions socio-économiques et culturelles, durables et équitables des populations défavorisées et marginalisées dans un environnement sain, juste et prospère. Ils porteront sur quatre types d'actions dénommés « A4 » et pourront être intégrés dans des projets et/ou programmes, à savoir : Action sociale, Action économique, Action culturelle et Action environnementale.

Changements à signaler

Changements organisationnels importants - Le nombre de membres individuels est réduits de 1100 à 500 membres et le nombre d'organisations membres de la SADF est passé de 125 à 150 - La contribution des membres individuels est passée de 15 dollars américains à 100 dollars américains par an. Nous avons supprimé les contributions mensuelles en adoptant une contribution trimestrielle de deux dollars Américains par personne physique et de trois dollars pour les organisations membres. Tout cela fait partie du bon fonctionnement de la SADF. Nous avons créé un autre comité spécial qui est dirigé par les représentants des organisations membres de SADF, pour fournir un travail efficace, dans la transparence et recevabilité légitime pour toute organisation ou personne physique membre

Contribution à des activités des Nations Unies

La SADF a travaillé en synergie avec plusieurs organisations sur la question de l'extrême pauvreté et de la violence à l'égard des femmes et des jeunes en 2016, notamment avec le mouvement ATD-QUART Monde en France et à Lima au Pérou ainsi que, contribué aux activités des Nations Unies. Nous avons contribué et coopéré avec l'ONU-Habitat, à Quito en Équateur dans l'Amérique Latine en octobre 2016. Nous avons également contribué aux activités de l'ONU Femmes au Cameroun en Mars 2016.

En juillet 2017, nous avons contribué sur le sujet de la prolifération illicite des armes légères et de petit calibre, en particulier la violence et la traite des êtres humains, en République démocratique du Congo avec la Mission des Nations Unies pour la stabilisation du Congo (MONUSCO) et d'autres organisations.

En 2018, nous avons contribué à la question de la migration avec la société civile du FMMD. Nous avons organisé plusieurs séances avec des ONG pour donner plus d'informations sur le fonctionnement du système des Nations Unies et sa mission.

En 2019, nous avons participé à plusieurs consultations avec des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social (ECOSOC) ainsi qu'à plusieurs sessions sur les droits de l'homme à Genève.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

La SADF par le biais de ces membres a participé à plusieurs réunions des Nations Unies en 2016, à savoir : la 60^e session de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies à New York et Habitat3 à Quito en Équateur en Amérique latine cette année 2016. En 2017, nous avons assisté à la 61^e session de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies.

En 2018, 61^e session de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies.

En 2019, nous avons participé à des diverses réunions à Genève, en Suisse, pour les sessions du Conseil des droits de l'homme, mais aussi aux réunions suivantes : Comité des droits de l'enfant/80^e session : 02-2019- Examen périodique universel/32^e session : 01-2019- Groupe de travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises/22^e session : 02-2019- Conseil des droits de l'homme - Réunion préparatoire à la 40^e session : 02-2019- Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes/72^e session : 03-2019- Conseil des droits de l'homme/40^e session : 03-2019- Groupe de travail sur la personne d'ascendance africaine / 24^e session : 03-2019- Comité pour l'élimination de la discrimination raciale / 98^e session : 05-2019- Groupe de travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises/23^e session : 05-2019- Conseil des droits de l'homme - Réunion préparatoire à la 41^e session : 06-2019- Conseil des droits de l'homme/41^e session : 07-2019- Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes/13^e session : 06-2019 - Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes/73^e session : 07-2019- Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones/12^e session : 07-2019- Conseil des droits de l'homme - Réunion préparatoire à la 42^e session : 08/2019- Conseil des droits de l'homme/42^e session : 09-2019 - Forum social/11^e session : 10-2019 - Forum sur les entreprises et les droits de l'homme/8^e session : 11-2019 - Forum sur les questions relatives aux minorités/12^e session : 11/2019 - Groupe de travail sur les personnes d'ascendance africaine/25^e session : 12-2019.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Notre organisation collabore avec la Mission des Nations Unies pour la stabilisation du Congo (MONUSCO) pour renforcer les capacités des communautés locales dans la lutte contre la violence et les droits des enfants, aussi avec l'Association des Nations Unies pour le Salvador, le Service de Liaison Non Gouvernementale des Nations Unies, pour la diffusion d'informations nécessaire auprès des autres organisations et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés au Pérou ainsi qu'avec le Forum Mondial sur les Migrations et le Développement (Société Civile).

Initiatives prises par l'organisation pour soutenir les objectifs du millénaire pour le développement/objectifs de développement durable

Initiatives menées par l'organisation, dans le cadre de la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement ses poursuites d'une manière suivante : notre organisation a mis en place une étude de cas et une commission de formation sur l'autonomisation et l'inclusion sociale. Nous avons eu de bons résultats dans plusieurs pays où nous menons ces études et avons formé des organisations faibles au Cameroun, au Bénin, en Côte d'Ivoire et au Congo, au Brésil, au Pérou ainsi qu'en Équateur. Nous avons formé plus de 10 ONG au Pérou sur la bonne gouvernance des projets, le système des Nations Unis, les droits des femmes, et l'autonomisation et entrepreneuriat des jeunes filles et des femmes. Nous en formons actuellement plusieurs au Congo, au Cameroun, au Brésil et en Équateur. Notre équipe de formateurs travaille avec les différents départements des gouvernements de ces pays mentionnés ci-dessus. Notre souci est de voir le développement réel dans les zones rurales sans laisser personne derrière comme inférieur à l'autre. Notre regret est que ni le Conseil économique et social (ECOSOC) ni les autres gouvernements ne nous apportent aucun soutien financier ou matériel. Il est vrai que les États ont une lourde responsabilité mais considérant que les ONG du Conseil économique et social (ECOSOC) peuvent apporter une grande solution aux problèmes que subissent ces États nous sommes tous invités à les soutenir. Notre organisation pourrait contribuer

davantage à la mise en œuvre des programmes des Nations Unies, mais elle a connu d'énormes difficultés en ce qui concerne : • l'obtention de visas pour ses experts ; les ambassades nous refusent les visas • Les moyens financiers sont insuffisants pour participer aux activités des Nations Unies ; • Collaboration stratégique avec les organismes, fonds et programmes des Nations Unies basés dans les pays où nous sommes représentés. Souvent, nous demandons de l'aide, rien ne change sauf le silence.

10. Stiftung Brot fuer Alle

Statut consultatif spécial : 2012

Introduction

Stiftung Brot fuer Alle [en Français : Pain pour le prochain (PPP)] est l'organisation de développement des Églises protestantes de Suisse qui s'engage au Nord et au Sud pour une transition vers de nouveaux modèles agricoles et économiques. Ceux-ci favorisent la coopération entre les humains et le respect des ressources naturelles. La politique de développement figure au centre de son travail. Les thèmes principaux de Pain pour le prochain sont le « Droit à l'alimentation » et « Entreprises et Droits humains ».

Objectifs

Pain pour le prochain (PPP) s'engage pour un développement juste et durable dans un seul monde interdépendant. PPP soutient la vision d'une communauté d'êtres humains solidaires à l'échelle mondiale qui cherchent à promouvoir une vie digne pour tous, des relations équitables, une économie respectueuse de la société, l'écologie, la culture et la religion, et à préserver les fondements de la vie. PPP s'engage pour la justice : satisfaction des besoins fondamentaux, commerce mondial équitable, participation démocratique aux processus de décision, partage équitable des ressources, respect des droits humains, engagement en faveur des pauvres, égalité de tous les êtres humains et notamment entre hommes et femmes. PPP s'engage pour la préservation de la Création : protection des fondements naturels de la vie, attitude responsable en matière de recherche et de technologie, défense des droits des générations futures, des animaux et des choses et adaptation du développement au rythme de la nature. PPP puise ses forces et son dynamisme dans la foi chrétienne, guide de son action. Par des activités dans le domaine de la politique de développement, PPP vise à influencer la politique et l'économie au niveau national et international dans le sens d'un développement juste et durable. PPP s'efforce de sensibiliser la population suisse sur les questions Nord-Sud. PPP coopère et tisse des liens avec des organisations au niveau suisse, européen et mondial, ce qui nous permet d'acquérir davantage de poids et d'avoir un plus grand rayonnement. Dans son programme Sud, PPP aide ses partenaires (par exemple ONG locales et organisations paysannes) des pays du Sud à faire valoir leurs exigences politiques et leurs droits. PPP les aide également à renforcer leurs capacités, à lutter contre l'injustice et la discrimination et à créer des réseaux et des synergies. Pour mener une action durable et efficace, PPP fait connaître au public sa politique de développement. PPP informe et sensibilise la population suisse sur les questions Nord-Sud par diverses publications et lors de sa campagne œcuménique annuelle (en coopération avec l'organisation catholique Action de Carême) qui a lieu six semaines avant Pâques. Pour financer ses projets et ses programmes de développement de même que ses activités dans le domaine de l'information, de la formation et de la politique de développement, PPP compte essentiellement sur des dons.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Pain pour le prochain (PPP) a continué son engagement pour l'élaboration d'une « Déclaration de l'ONU sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales » entre 2016 et 2018. PPP a soutenu des délégations des paysans et paysannes du Sud afin qu'ils aient pu collaborer avec le 'Groupe de travail intergouvernemental du Conseil des droits de l'homme de l'ONU' et s'échanger à Genève avec les représentants de leur pays. PPP a fait de son côté un travail de plaidoyer avec les représentantes Suisses et Européens à l'ONU, afin de s'engager pour une meilleure protection des paysannes et paysans. PPP a coordonné le travail de plaidoyer des organisations Suisses et obtenu que la Suisse a voté en faveur de la Déclaration respectif aux Conseil des Droits de l'Homme en Septembre 2018 et à l'Assemblée Générale de l'ONU en décembre 2018 lors de son adoption. PPP sensibilise l'opinion publique (par exemple par des conférences et publications) sur l'importance de la protection des droits des paysans et paysannes.

Co-Organisation d'évènements parallèles :

- Conseil des droits de l'homme

événement parallèle, 01.03.2019 à Genève : Pêche pour la justice sociale, Naviguer entre pauvreté et droits humains (En anglais : Fishing for social justice, Sailing between poverty and human rights), Sponsorisé par : Global Network for the Right to Food and Nutrition, FIAN International, Bread for all, IUF, IBFAN, Franciscan's International, etc.

- 41^e session du Conseil des droits de l'homme – événement parallèle, 04.07.2019 à Genève : Défendre le droit à l'alimentation à l'ère de la numérisation (En anglais : Defending the Right to Food in the Age of Digitalization), Sponsorisé par : FIAN, CETIM, Bread for all.
- 37^e session du Conseil des droits de l'homme – événement parallèle, 20.03.2018 à Genève : « Vers l'adoption de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres peuples travaillant en milieu rural : moyens de concrétiser la valeur ajoutée de cet instrument clé pour tous » (En anglais : Towards the adoption of the UN Declaration on the rights of peasants and other people working in rural areas : Ways of making the added value of this key instrument a reality for all), sponsorisé par : Mission permanente de l'État plurinational de Bolivie, La Vía Campesina, CETIM and FIAN International, Bread for all
- Conseil des droits de l'homme – événement parallèle à Genève : 01.03.2018 : La lutte pour le droit à l'alimentation et la nutrition : Surveillance des personnes pour la responsabilisation au-delà des objectifs de développement durable (En anglais : The Struggle for the Right to Food and Nutrition People's Monitoring for Accountability beyond the SDGs), co-sponsorisé par FIAN, Bread for all, EAA.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Différentes Sessions du Conseil des droits de l'homme entre 2016 et 2019 à Genève, notamment en septembre 2018 pour l'adoption de la Déclaration sur les droits des paysans. Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée chargée de négocier puis de présenter au Conseil des droits de l'homme un projet de déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et autres personnes vivant

dans les zones rurales, Genève entre 2016 et 2018 (3^e session en mai 2016, 4^e session en mai 2017 et 5^e session en avril 2018).

Participation au Forum annuel des Nations Unies sur les entreprises et les droits de l'homme :

25 au 27.11. 2019, Pain pour le prochain a participé au forum et à la conférence et a fait un travail de réseautage avec la société civile et différentes entreprises.

27 au 29.11.2017 : participation au forum. Participations à différentes conférences, réseautage. Projection du film « Complicité » soutenue par Pain pour le prochain pour discuter de la façon dont il est possible de renforcer les standards internationaux.

26 au 28.11.2018 : Participation au forum et à différentes conférences, réseautage.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Pain pour le prochain a collaboré avec la rapporteuse spéciale de l'ONU sur le droit à l'alimentation. La rapporteuse spéciale a envoyé une lettre au Bénin, grâce aux informations fournies par Pain pour le prochain et ses partenaires au Bénin.

PPP suit également de près le travail du 'Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour les droits de l'homme et les sociétés transnationales et autres sociétés' et s'engage pour le respect de ces principes par les entreprises suisses. PPP est représenté dans un groupe de travail composé par des ONG Suisses qui suit les activités de la Suisse à la L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et qui s'échange avec la Suisse sur ces activités respectives.

Initiatives prises par l'organisation pour soutenir les objectifs du millénaire pour le développement/objectifs de développement durable

Les objectifs du développement durable ont inspiré le travail de Pain pour le prochain qui s'est engagé notamment pour la réalisation des objectifs 1 (Éradication de la pauvreté) et 7 (Énergies fiables, durables et modernes, à un coût abordable) à travers le soutien des projets respectifs en Afrique et Amérique Latine ; la réalisation des formations sur les changements climatiques et l'adaptation et mitigation dans les pays du Sud ; le travail d'information, sensibilisation et plaidoyer sur ces thèmes dans les campagnes en Suisse et par divers activités avec ces réseaux internationaux. PPP s'échange avec la Direction de Coopération Suisse (DDC) sur leur intégration dans les programmes et projets actuels. PPP se concentre notamment sur les objectifs 2 (Lutte contre la faim), 12 (Consommation et production responsables), 13 (Lutte contre les changements climatiques).

11. Tour Opération et Initiatives

Statut consultatif spécial : 2012

Introduction

La Tour Opération et Initiatives en sigle TOI est une organisation non gouvernementale dotée d'une personnalité juridique et elle est installée en République démocratique du Congo. Active dans les domaines de l'éducation, des droits humains, de la gestion environnementale, et des minorités. Elle s'autofinance et fonctionne avec les cotisations des membres, dans le respect de ses organes et structures. Investie dans les domaines ci haut cité, notre organisation a élargi son champ d'action dans la réalisation des programmes du développement communautaire

tout secteur confondu avec l'aide de partenaires locaux pour un développement intégral des population vulnérables ciblées.

Objectifs

- Contribuer avec efficacité a la réalisation des programmes de valorisation des ressources humaines en apportant un apport concret dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'autosuffisance alimentaire.
- TOI fait office de tremplin entre les institutions des Nations unies et le gouvernement local en sa qualité de partenaire privilégié (membre de la société civile).

Renforcer les capacités techniques de communauté autochtones pour leur intégration dans la société-locale,

- Lutter contre la pauvreté et diverses épidémies locales susceptibles d'entraîner les pertes en vie humaines, animales et végétales,
- Faire de plaidoyer interinstitutionnel localement et aussi en international.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Aucune participation ces trois dernières années par rapport aux années précédentes, cela est liée à la situation politique et le fin mandat de l'ancien chef de l'état République démocratique du Congo. Cette situation aura entraîné la non-livraison des ordres de missions aux membres et les conditions aussi difficiles d'obtention de visa par les membres.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

En son temps les accréditations étaient difficiles à obtenir pour le personnel de l'ONG en raison du nouveau système indico et l'interruption permanente des coupures internet pour des raisons politiques. Ceci fut les plus grandes défaillances ayant entraîné la non-obtention de Visa de plusieurs de nos membres. Aussi, la fermeture de la maison Schengen pour les conférences de Genève, où il fallait l'avis de la Belgique pour ce faire.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

TOI entretient de bon rapport avec les organes de l'ONU comme par le passé. le souci primordial de l'organisation demeure le renforcement de capacité par un partenariat associatif donnant-donnant.

Initiatives prises par l'organisation pour soutenir les objectifs du millénaire pour le développement/objectifs de développement durable

Pas d'information fournie.

12. Tourner La Page

Statut consultatif spécial : 2016

Introduction

Association Tourner la Page fondée en 2009, est une association de droit français à but non lucratif, qui travaille sur la question des Droits de l'Homme mais aussi afin de former des jeunes sur l'engagement.

Objectifs

L'Association constitue une organisation non gouvernementale ayant pour objet de promouvoir les droits humains, de la non-violence et du règlement pacifique des conflits, tels qu'ils ont été définis par l'ensemble des Déclarations et Chartes internationales et nationales, représentant un patrimoine commun de l'Humanité qu'il s'agit d'enrichir en permanence, de diffuser et de rendre effectif au profit de l'ensemble de la communauté humaine.

- Les droits humains pour tous,
- La réflexion sur les droits humains,
- La non-violence,
- La construction d'une culture de paix,
- Le règlement pacifique des conflits.

Cet objectif est réalisé à travers des actions. Ces actions seront poursuivies en collaboration avec l'ensemble des O.N.G. poursuivant les mêmes objectifs fondamentaux et avec les organismes et institutions des Nations Unies :

- Réalisation de rapports sur les droits humains. Communication de ces rapports et de ces informations à des responsables politiques, aux organisations régionales et internationales (Union Européenne, Union Africaine, ONU), aux médias, au grand public.
- Campagnes d'information et événements autour de causes particulières.
- Projets de solidarité.
- Création d'outils pédagogiques de sensibilisation.
- Publications thématiques.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Nous contribuons aux différents examens périodiques universel. Nous travaillons aussi aux réunions à Genève. Nous travaillons avec le Conseil des Droits de l'Homme, en soumettant des interventions écrites et orales.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Nous avons participé à plusieurs réunions des Nations Unies à Genève tel que :

- Conseil des droits de l'homme – Comité des droits économiques, sociaux et culturels – Forum social – Groupe de travail pré-session du Comité des droits de l'enfant ;

- Comité sur les disparitions forcées – Atelier sur le renforcement de la coopération entre les mécanismes des Nations Unies et les mécanismes régionaux de promotion et de protection des droits de l’homme (En anglais : International workshop on enhancing cooperation between United Nations and regional human rights mechanisms). – Groupe de travail sur la question de la discrimination contre les femmes en droit et en pratique
- Groupe de travail pré-session du Comité des droits économiques, sociaux et culturels Comité des droits de l’homme – Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur les sociétés transnationales et autres entreprises et les droits de l’homme
- Conseil d’administration du fonds de contributions volontaires pour la coopération technique en matière de droits de l’homme
- Examen périodique universel – Comité contre la torture – Forum sur les entreprises et les droits de l’homme – Sous-comité sur la prévention de la torture – Groupe de travail pré-session du Comité pour l’élimination de la discrimination à l’égard des femmes
- Groupe de travail sur la détention arbitraire – Comité pour l’élimination de la discrimination raciale
- Forum sur les droits de l’homme, la démocratie et l’état de droit. – Forum sur les questions relatives aux minorités – Groupe de travail sur la personne d’ascendance africaine – Conseil d’administration du fonds de contributions des Nations Unies sur les formes contemporaines d’esclavage
- Groupe de travail sur l’utilisation de mercenaires

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Nous n’avons pas de coopération propre avec l’ONU mais nous participons aux diverses réunions des Nations Unies à Genève notamment le Conseil des Droits de l’Homme, examen périodique universel, les réunions d’organe de traités.

Initiatives prises par l’organisation pour soutenir les objectifs du millénaire pour le développement/objectifs de développement durable

Nous travaillons sur les Objectifs de développement durable suivant :

Objectif 2. Lutte contre la faim : Sur le droit à la nourriture et aussi sur la situation des agriculteurs.

Objectif 4. Accès à une éducation de qualité : Formation des jeunes sur le mécanisme des Nations Unies.

Objectif 5. Égalité entre les sexes : Former des écoliers depuis leurs plus jeune âge sur l’égalité du genre.

Objectif 6. Accès à l’eau salubre et à l’assainissement : Intervention et sensibilisation

Objectif 9. Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l’innovation

Objectif 16. Paix, justice et institutions efficaces Formation, sensibiliser et donner accès aux victimes des violations des Droits de l’Homme.

13. Universalis Matter

Statut consultatif spécial : 2016

Introduction

L'Organisation Non Gouvernementale intitulée Universalis Matter, a pour vocation d'ouvrir à tous, aux adultes comme aux plus jeunes, l'accès aux contenus figuratifs et conceptuels dissimulés dans les œuvres pariétales. Elle veut ainsi permettre une meilleure compréhension de l'Homme, de ses origines et de son destin.

Objectifs

Universalis Matter veut ainsi permettre une meilleure compréhension de l'Homme, de ses origines et de son destin.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Samedi 29 septembre 2018, participation à une mission scientifique à la demande de l'université de Toulouse et le CNRS en Afrique du sud jusqu'au dimanche 7 octobre 2018 : recherches sur le site de Kromdraai (naissance de l'Homme, du corps, jusqu'à l'esprit). Rencontre avec le directeur du Origins Centre.

Réalisation d'un site intégrateur « Institut Skyrô » pour permettre aux instances Eureka et Universalis Matter de mieux travailler entre elles. Nous avons créé une newsletter dans un objectif de diffusion et avons analysé un besoin de construire une notoriété scientifique : Universalis Matter dans son rôle de diffusion aide Eureka à la construction rédactionnelle d'une publication dans une revue scientifique. 21 juin 2017 : Rencontre avec le conservateur en chef du patrimoine du Ministère de la culture français, dans le cadre du projet de classement au patrimoine mondial immatériel de l'humanité qui nous invite à nous rapprocher des ONG de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

2018 : trois représentants d'Universalis Matter se sont déplacés à Genève pour récupérer leur badge, visiter l'ONU et prendre connaissance des installations et des dispositifs pour les ONG. Son Président a également visité les installations de l'ONU à New York et en particulier l'enceinte du Conseil économique et social. Il a retiré son badge d'accès. Nous regrettons de ne pas pouvoir trouver le financement pour participer pour l'instant aux travaux de l'ONU.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Pas d'information fournie.

Initiatives prises par l'organisation pour soutenir les objectifs du millénaire pour le développement/objectifs de développement durable

Notre organisation aurait pu contribuer davantage à la mise en œuvre des programmes des Nations unies mais le manque de fonds et de personnel représentatif (tous bénévoles) rendent la participation aux réunions internationales très difficile. Nous avons concentré nos activités sur de nouveaux modèles économiques pour les

pays pauvres, riches de sites pariétaux, inaccessibles à la compréhension. Eureka a découvert en 2019 de l'écriture primordiale dans les sites ornés préhistoriques de la République Dominicaine : cet événement pourrait permettre de repositionner sa jeune population sur d'autres chemins ; les femmes pourraient accéder à de nouveaux débouchés valorisants, avoir des salaires, un accès à l'hygiène. Il faut installer le pays sur des bases fondamentales, comme lieu de savoir, où le patrimoine de l'humanité est déposé dans sa singularité et non sur le mépris et l'indignité humaine. Un travail sur la Corée de Sud et ses mythes nous a amené à une exploitation des contenus de ses différents mythes (Tangun et œuf cosmique) qui organisent encore sa société. Du 21 au 26 juin 2018 : accueil d'une stagiaire coréenne du Sud à Paris : travail sur des réseaux sociaux et sur la traduction en coréen d'un article de presse allemand qui parlait d'Eureka.

14. Vie Montante International (VMI)

Statut consultatif spécial : 2000

Introduction

Vie Montante Internationale (VMI) a été créée en 1985 pour élargir au plan international les activités de Vie Montante France. Elle compte actuellement environ 50 000 membres dans plus de 30 pays.

Objectifs

L'allongement de la vie aboutit à la constitution d'une nouvelle catégorie sociale : avant le temps de la vieillesse, il existe une période de la vie qui peut être utile à la société. L'objectif de VMI est d'aider les personnes âgées et retraitées à faire de cette étape de la vie un temps fécond pour elles et pour les autres, à développer le sentiment de leur valeur et de leur rôle par l'approfondissement de leur vie spirituelle.

VMI coordonne l'action et les moyens mis en œuvre par les groupes des divers pays en proposant des thèmes de réflexion et des échanges sur les activités des personnes âgées et retraitées.

VMI dispose d'un site internet, publie une newsletter mensuelle et un bulletin international en français, anglais, espagnol

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Vie Montante Internationale (ci-après l'Organisation) est représentée régulièrement aux réunions du comité exécutif du Groupe de travail des ONG sur le vieillissement de Genève (NGO Committee on Ageing). Elle suit des rencontres auxquelles assiste l'Experte indépendante chargée de promouvoir l'exercice par les personnes âgées de tous les droits de l'homme : Tables rondes, séminaires, ou événements parallèles sur des thèmes qui concernent les personnes âgées comme les conséquences des migrations pour les personnes âgées, les personnes handicapées en cas d'urgence humanitaire. Sensibiliser les participants au vieillissement et aux problèmes intergénérationnels et veiller à ce qu'ils soient traités de manière adéquate par le système des Nations Unies ; plaider pour une nouvelle convention sur les droits des personnes âgées. L'organisation participe également à des réunions avec d'autres ONG dans l'objectif de contribuer à développer un réseau des délégués concernés par les droits de l'homme des personnes âgées parmi lesquelles : International Longevity

Center Global Alliance, la Fédération Internationale du Vieillissement, la Fédération internationale des travailleurs sociaux : droits des personnes handicapées, droits des migrants âgés.

L'Organisation participe à la Journée internationale des Personnes âgées à Genève le 1^{er} octobre. Elle incite les comités locaux à s'associer à cette Journée pour sensibiliser le public et les rendre plus attentifs aux difficultés que vivent les personnes âgées handicapées. L'Organisation participe également à la Journée mondiale de sensibilisation à la maltraitance des personnes âgées fixé par les Nations Unies au 15 juin.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'Organisation suit régulièrement les sessions du Conseil des droits de l'Homme et les sessions du Forum social du Conseil de droits de l'homme qui se réunit une fois par an.

En 2016, à l'occasion du 10^e anniversaire de la Convention relative aux personnes handicapées du 13 octobre 2006, la session s'intitulait : Le droits de l'homme et les libertés fondamentales des personnes handicapées.

En 2017 le Conseil des droits de l'homme avait choisi pour la réunion qui s'est tenu du 1^{er} au 3 octobre au Palais des Nations à Genève le thème suivant : La promotion et la protection des droits de l'homme dans le contexte de l'épidémie de VIH, et autres maladies transmissibles et épidémies

Elle assiste aux réunions du Groupe de travail sur le vieillissement de la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies qui se tient une fois par an à Genève en novembre.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Les 21 et 22 septembre 2017 s'est tenue à Lisbonne (Portugal) la 4^e Conférence ministérielle de la Commission économique des Nations Unies (UNECE) pour l'Europe sur le vieillissement. L'organisation a assisté au Forum des ONG actives autour des thèmes de la Conférence : » Une société durable pour tous les âges : profiter des perspectives offertes par l'allongement de la durée de vie ». Le 12 juin 2018 le Conseil des droits de l'homme a organisé un « Séminaire intersessions sur la protection de la famille : rôle de la famille dans le soutien à la protection et à la promotion des droits de l'homme des personnes âgées. L'Organisation a participé au séminaire et pris la parole : A/HRC/39/32.

Initiatives prises par l'organisation pour soutenir les objectifs du millénaire pour le développement/objectifs de développement durable

Aucune information fournie.

15. Vision Gram-International

Statut consultatif spécial : 2016

Introduction

Vision GRAM-International (Groupe d'Actions contre la Marginalisation-International) est une organisation des droits de la personne qui œuvre en faveur de l'enfant et de la femme. Il intervient en République Démocratique du Congo et dans les pays de l'Afrique centrale avec un bureau international au Canada. Vision GRAM-International travaille pour un plaidoyer en vue de promouvoir les droits de la personne, en se servant de manière plus efficace des mécanismes régionaux et

internationaux de promotion des droits humains, comme le système des Nations Unies.

Objectifs

Elle vise à contribuer à l'amélioration des conditions socio-économiques des populations vulnérables en défendant les droits des enfants et des femmes à travers l'éducation à la paix et le respect des droits humains. Vision GRAM-International s'est engagé dans la lutte contre l'utilisation des enfants dans les forces et groupes armés, dans la lutte contre la prolifération des armes légères et de petits calibres, la lutte contre l'impunité et la promotion des droits de la personne.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

1. Appui à la réintégration socio-économique et à l'autonomisation des femmes victimes de violences sexuelles de Kalonge dans la Province du Sud-Kivu, en République Démocratique du Congo.
2. Sensibilisation et d'information et formations des jeunes et des femmes, leaders communautaires sur la prévention et la réduction de la violence armée de la Province du Nord-Kivu
3. Réhabilitation du centre de formation de jeunes et enfants issus des groupes armés à Kalonge dans la province du Sud-Kivu.
4. Formation de la Société civile du Sud-Kivu en République Démocratique du Congo sur l'universalisation du Traité sur le Commerce des Armes.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Des représentants ont participé à la soixante-troisième session de la Commission de la condition de la femme qui a eu lieu au siège des Nations Unies à New York du 11 au 22 mars 2019 (CSW63).

Des représentants ont participé à la soixante et deuxième session de la Commission de la condition de la femme a eu lieu au siège des Nations Unies à New York du 12 au 23 mars 2018 (CSW62).

Des représentants ont participé à la 55^e session de la Commission du développement social (CSocD55) à New York du 01 au 10 février 2017.

Des représentants ont participé à la Neuvième session de la Conférence des États parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées à New York du 14 au 16 juin 2016.

Un représentant a participé à la troisième Conférence des Nations Unies chargée d'examiner les progrès accomplis dans l'exécution du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects New York, 18 au 29 juin 2018.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Vision GRAM-International n'avait pas organisé d'activités directement avec l'ONU, mais à travers les Réseau International sur les armes légères (IANSA) et The Control Arms Coalition.

Initiatives prises par l'organisation pour soutenir les objectifs du millénaire pour le développement/objectifs de développement durable

- Vision GRAM-International a contribué à la réduction des effets des armes sur les populations civiles en République démocratique du Congo à travers les objectifs de développement durable et à la résolution 1325, objectifs de développement durable (ODD) 5.2 et 2.
- Vision GRAM-International a contribué à l'objectifs du millénaire pour le développement (ODM) 1 et 3, objectifs de développement durable (ODD) 1, 2 et 5 à travers le projet de l'autonomisation des 300 femmes dans l'intégration socio-économique avec la participation des hommes à Kalonge dans la province du Sud-Kivu en RDC. Sensibiliser sur les Objectifs de Développement Durable (ODD) 16.4, ODD 5.2, 4.A. Vision GRAM-International a participé à la Semaine mondiale d'action contre la violence armée. – La campagne de la journée internationale sur les enfants soldats, célébrée le 12 février et la Campagne « Remplacer les fusils par le stylo ».
- La journée internationale des droits de la femme célébrée chaque le 8 mars. Des rencontres de capacitation des femmes ont été organisées sur les objectifs de développement durable (ODD) 5, 10 et 16 en mettant l'accent sur le lien entre les objectifs de développement durable (ODD) et les violences basées sur le genre (VBG).
- Le 16 juin : Vision GRAM-International a participé activement à la journée internationale de l'enfant africain.
- 25 novembre – 10 décembre : Participation à la Campagne 16 jours d'activisme contre la violence basée sur le genre pour appeler à l'élimination de toutes les formes de violence basée sur le genre (VBG).
- Le 10 décembre, Vision GRAM-International se joint à d'autres organisations de la société civile pour célébrer la journée internationale de droits de la personne.
